



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



Lettre des Balkans _____ occidentaux

Juin 2024

Les marchés du travail dans les BO

Les marchés du travail dans les Balkans occidentaux

Edito

Le taux de chômage baisse, le taux d'activité augmente – et au total, le nombre de personnes en emploi a progressé dans toute la région. Les taux sont des indicateurs importants par ce qu'ils disent de la bonne santé de l'économie dans son ensemble. La baisse du chômage des jeunes notamment est une évolution qui signale une meilleure aptitude de la machine à intégrer les nouveaux venus sur le marché du travail. Mais ces évolutions relatives vont aussi de pair avec une autre variable : la taille de la population qui travaille augmente également en valeur absolue, ce qui pourrait sembler automatique mais ne l'est pas en réalité dans une région dont la population totale diminue, du fait notamment d'une émigration qui frappe en priorité les tranches d'âges actifs. De fait, c'est un des facteurs qui explique le mieux la croissance des dernières années alors que la productivité du travail n'augmente que faiblement. Ce n'est pas totalement surprenant : l'entrée de personnes précédemment éloignées de l'emploi dans la population active freine l'évolution des indicateurs de productivité. Dès lors, les difficultés qui subsistent - équation démographique, adéquation des profils, taille du secteur informel - sont probablement les thèmes sur lesquels les efforts sont le plus nécessaires.

Pierre Grandjouan

Chef du Service économique régional des Balkans occidentaux

Les marchés de l'emploi dans les Balkans occidentaux

La situation des marchés du travail des Balkans occidentaux s'améliore globalement sur les dix dernières années, grâce à la hausse du nombre d'emplois, et ce malgré un contexte démographique défavorable. Néanmoins, la région présente des défis structurels que les Etats doivent prendre en compte, notamment afin de permettre une meilleure productivité du travail, nécessaire au rattrapage économique de la région.

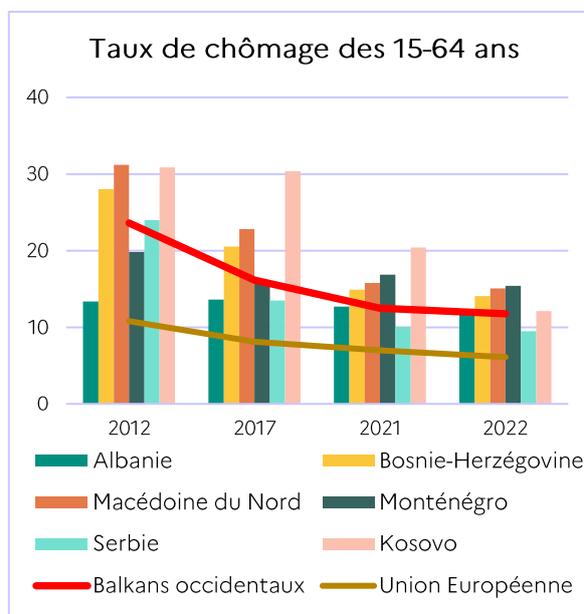
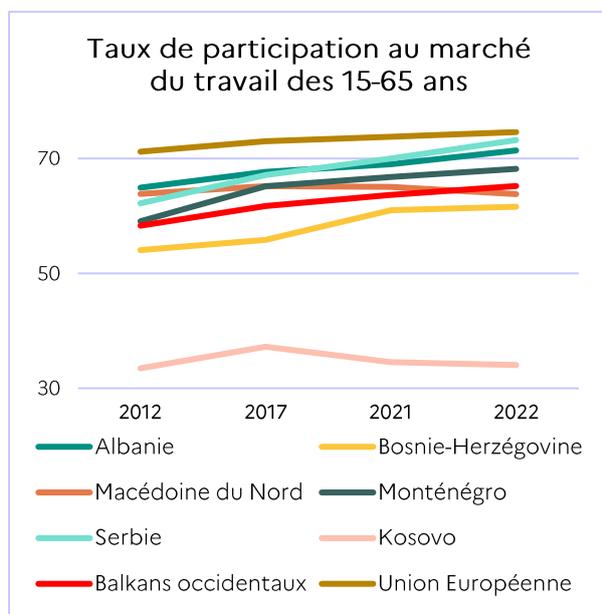
Malgré des progrès, les marchés du travail des Balkans occidentaux présentent des enjeux structurels.

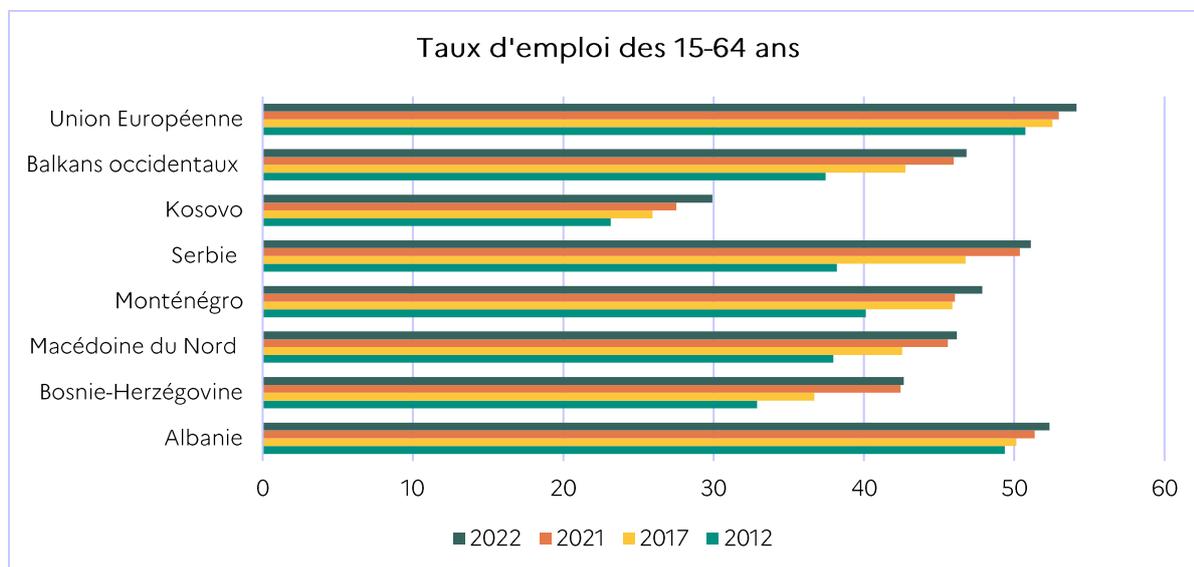
En 2023, le marché du travail des Balkans occidentaux s'est renforcé, avec un taux d'emploi atteignant un sommet historique (48,1 %, contre 42,7 % en 2012). Le nombre total d'employés a augmenté sauf en Macédoine du Nord et, à l'exception de celle-ci, les niveaux d'emploi sont supérieurs aux niveaux d'avant la crise sanitaire. La croissance de l'emploi a été observée dans tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture, qui n'a augmenté qu'au Monténégro. L'emploi dans le secteur public a augmenté dans tous les pays des Balkans occidentaux. Notons le dynamisme du commerce de détail, des TIC et du tourisme au Monténégro et de la construction en Macédoine du Nord et en Serbie. Cependant, les **pénuries de main-d'œuvre** demeurent une préoccupation majeure pour les entreprises de la région. Les postes vacants ont en partie été pourvus grâce à l'importation de main-d'œuvre étrangère.

	Taux de participation au marché du travail (15 – 64 ans)	Taux d'emploi (15 – 64 ans)	Taux de chômage	Taux participation au marché du travail des femmes	Taux de chômage des jeunes
Albanie	71,4	52,4	11,8	52,27	28,2
Bosnie-Herzégovine	61,6	42,7	14,1	39,40	31,9
Macédoine du Nord	63,8	46,2	15,1	43,42	32,4
Monténégro	68,2	47,9	15,4	49,70	28,1
Serbie	73,2	51,1	9,5	48,53	24,3
Kosovo	34,0	29,9	12,1	19,37	21,3
Balkans occidentaux	63,7	46,8	11,8	46,9	27,2
Union Européenne	74,6	54,2	6,1	44,4	16,3

Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

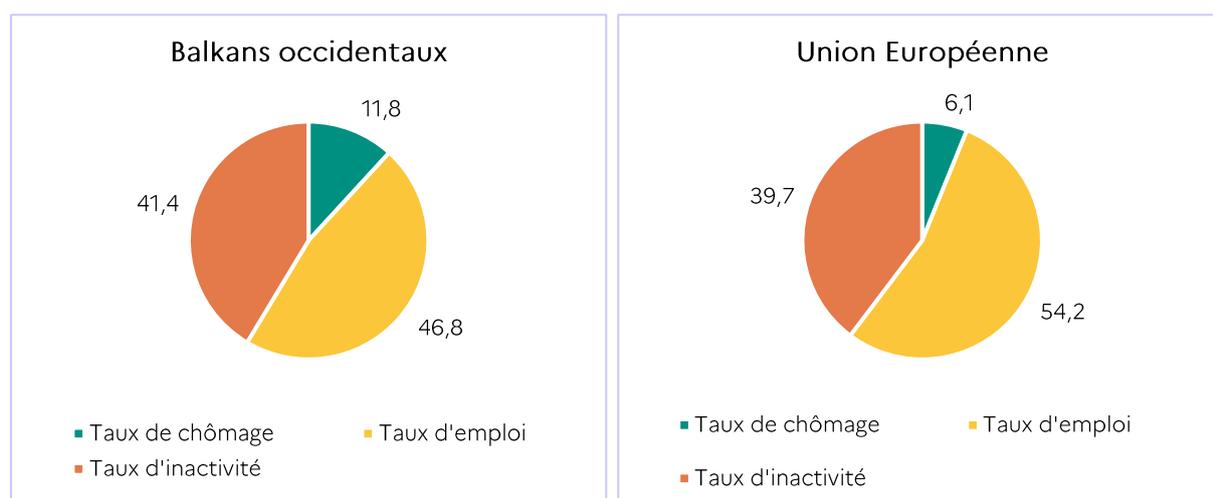
Si l'évolution récente du marché du travail dans les Balkans occidentaux reflète des éléments conjoncturels liées à la reprise économique post-crise énergétique, **l'analyse depuis 2012 démontre que la situation s'est structurellement améliorée.**





Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

Historiquement, l'emploi et le revenu du travail ont joué un rôle important dans la réduction de la pauvreté dans la région. Les taux d'emploi et d'activité sont en hausse tandis que le chômage baisse sur les 10 dernières années (annexes 2, 3 et 4). Néanmoins, cela reflète en partie la **baisse de la population en âge de travailler** sous l'effet du vieillissement et de l'émigration¹. Les comparaisons avec l'UE montrent aussi des taux de chômage plus élevés chez les jeunes : à 27,2 % pour les Balkans occidentaux (avec une proportion élevée de NEET², à 22,3 %³, de 12,4 % en Serbie à 32,9 % au Kosovo), contre 16,3 % en moyenne dans l'UE et un taux d'activité inférieur chez les femmes : à 44,4 % contre 51,8 % dans l'UE.



Sources : Banque mondiale, calcul du SER

Les défis de l'inadéquation des compétences, du travail des femmes et de l'émigration.

Les résultats des Balkans occidentaux sont certes légèrement contrastés : l'Albanie et la Serbie se distinguent par de meilleures performances ; le Monténégro et la Macédoine du Nord présentent des situations intermédiaires ; tandis que le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine présentent les chiffres les moins bons⁴. Néanmoins, ils sont tous confrontés à des défis similaires : les pénuries de main d'œuvre, le chômage des jeunes, la faible participation des femmes au marché du travail, des disparités régionales, l'informalité et surtout le déclin démographique.

¹ A noter que du fait de difficultés de recensement, la fiabilité des données concernant la population des pays des Balkans occidentaux est souvent questionnée.

² Not in Education, Employment, or Training, ni employé, ni en formation

³ Moyenne pondérée par la force de travail de chaque pays.

⁴ Les chiffres du Kosovo sont néanmoins à nuancer car la population prise en compte pourrait inclure la diaspora officiellement comptabilisée comme résidente, mais qui dans les faits ne vit ni ne travaille au Kosovo.

Un des facteurs expliquant le chômage élevé chez les jeunes est l'inadéquation des compétences et une transition difficile de l'école au travail. Bien que le niveau d'éducation formelle soit relativement élevé dans la région⁵, la performance aux évaluations internationales reste faible. La notation du classement PISA de la région est inférieure de 80,4 (mathématiques) à 95,2 points (lecture) à la moyenne de l'OCDE⁶, établie à 472 et 476 respectivement. Ces résultats recouvrent néanmoins de fortes disparités au sein de la zone, la Serbie se démarquant favorablement tandis que le Kosovo enregistre des résultats inférieurs aux autres pays de la région. Le taux de chômage des jeunes diplômés du supérieur, à 7,7 % est supérieur à la moyenne de l'UE (4,6 %). Les programmes éducatifs doivent être mis à jour, les liens entre l'enseignement professionnel et le secteur privé restent faibles et la formation continue en entreprise quasi-inexistante.

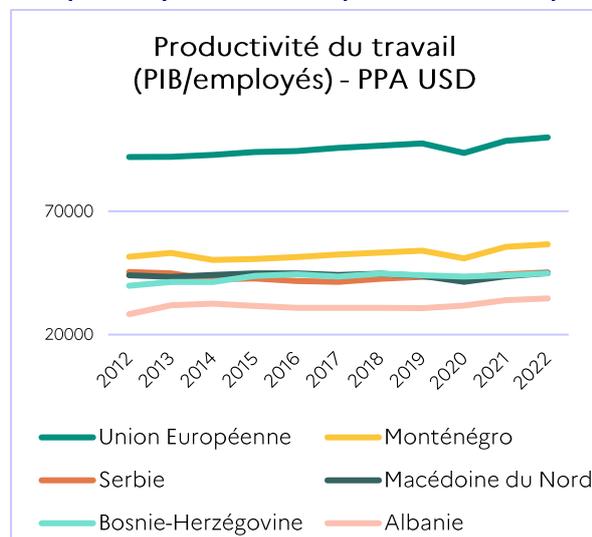
En parallèle, **les femmes ont davantage de difficultés à s'insérer sur le marché du travail en raison de structures sociales traditionnelles et de l'insuffisance de services publics de prise en charge des enfants** et des personnes âgées. Une étude de la Banque mondiale montre que seuls 24 % des ménages de la région ont recours à des services de gardes d'enfants (contre 35 % pour l'UE à 15). En Albanie, moins de 2 % des personnes de plus de 65 ans sont formellement prises en charge, alors que les besoins seraient de 22 %.

La zone des Balkans occidentaux est également marquée par **un fort taux d'emploi informel**, estimé à environ 28 %, contre 7,0 % au sein de l'UE. La répartition sectorielle de l'emploi pourrait en partie l'expliquer. Celle-ci est caractérisée par une importante part du secteur agricole, de la construction et de l'emploi saisonnier (notamment dans le tourisme), secteurs davantage marqués par l'informalité. C'est le cas notamment en Albanie, où le travail informel est estimé à près de 60,0 % de l'emploi (OIT, 2017). De plus, la proportion de travailleurs indépendants est également plus élevée que dans l'UE, atteignant 27,0 % (dont 53,0 % en Albanie), contre 14,4 % dans l'UE.

L'émigration est aussi une tendance forte, à l'origine de la baisse tendancielle de la population active et de la fuite des compétences. En lien avec l'élargissement de l'UE et la politique de libéralisation des visas (y compris pour le Kosovo, depuis le 1^{er} janvier 2024), les **migrations de travail** sont en hausse, particulièrement en Bosnie-Herzégovine. Le nombre de permis de travail octroyés par des pays de l'UE aux ressortissants de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo et du Monténégro était dix fois plus élevé en 2019 par rapport à 2011, et cinq fois plus élevé pour les citoyens de Macédoine du Nord et de Serbie. Cela a réduit la population active dans la région, avec des estimations de stocks d'émigrants allant de 14 % de la population résidente sur le territoire national en Serbie (environ 950 000 personnes) à 59 % en Albanie (1,7 M de personne). Si les **envois de fonds** des émigrants constituent une source importante de revenus dans la région (10 % du PIB en moyenne), ils peuvent également réduire l'incitation au travail, en particulier des femmes.

Une étude de l'OCDE montre que la mauvaise gouvernance, la corruption et l'instabilité politique figurent parmi les principales raisons de l'émigration.

Les politiques de l'emploi sont clés pour le rattrapage économique de la région.



Source : Banque mondiale, calcul du SER

L'émigration des personnes qualifiées exerce une pression à la hausse sur les salaires, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée (NTIC par exemple). En parallèle, la productivité du travail (mesurée en PIB/employé) stagne ou décline (Serbie) depuis une décennie (+6,6 % pour les Balkans occidentaux contre +8,6 % pour l'UE entre 2012 et 2022), à 40,6 % de la moyenne de l'UE en 2022 (contre 41,5 % en 2012). Ainsi dans le contexte inflationniste de 2023, qui a conduit à des augmentations salariales généralisées, **les salaires réels ont augmenté de 8,4 % en moyenne dans toute la région**, dépassant

⁵ En 2020, la proportion de la population dans la tranche d'âge de 25 à 64 ans ayant achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire était plus élevée en Serbie et au Monténégro (respectivement 82,3% et 87,6%) que dans l'UE-27 (79%).

⁶ Il n'existe pas de score maximum ou minimum théorique aux tests PISA.

largement la croissance de la productivité de 0,2 %.

Les politiques en faveur de l'emploi revêtent ainsi une importance majeure pour la compétitivité et le rattrapage économique de la région avec l'UE. Elles figurent parmi les axes prioritaires des réformes associées aux Plans de réformes économiques⁷ et des indicateurs de performance identifiés dans le cadre des prêts de politiques publiques du Nouveau Plan de croissance pour les Balkans occidentaux. Ces programmes de réformes priorisent en particulier la **formation professionnelle, l'employabilité des groupes vulnérables**, le renforcement des **systèmes de protection sociale et de l'accès aux soins**. Les efforts de prospective pour identifier les métiers en tensions et les compétences recherchées à moyen-terme sont également encouragés. La Macédoine du Nord se distingue en insistant davantage sur la flexibilisation du travail et une activation des politiques de l'emploi. Certains pays ciblent aussi le **recours aux migrations** (Serbie, Macédoine du Nord, Albanie), via la facilitation de l'obtention des permis de travail, ainsi que la **diaspora** pour l'incitation au retour de profils plus qualifiés (Kosovo, Macédoine du Nord).

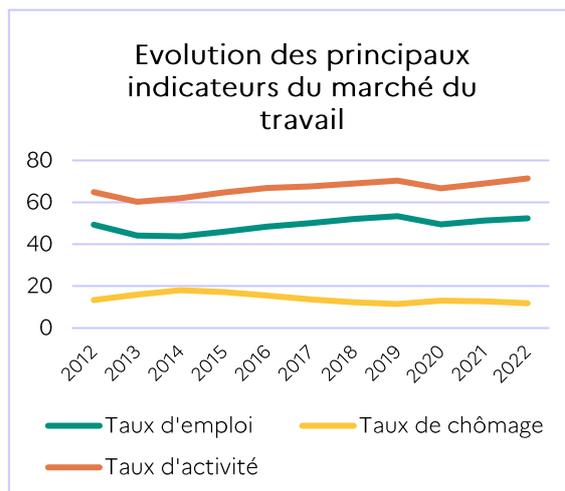
La mise en place de l'initiative de l'UE « Garantie pour la Jeunesse » est une priorité partagée et relevée par le Comité économique et social européen (CESE), qui appelle à renforcer les capacités des services publics de l'emploi dans les Balkans occidentaux. Cette initiative vise à garantir à tous les jeunes de moins de 30 ans soit une offre d'emploi de bonne qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage dans un délai de quatre mois après avoir perdu leur emploi ou être sortis du système éducatif. Elle est déclinée à des degrés plus ou moins avancés dans la région, la Macédoine du Nord faisant figure de pays pilote.

⁷ relatifs au dialogue annuel ECOFIN avec la Commission européenne

Albanie

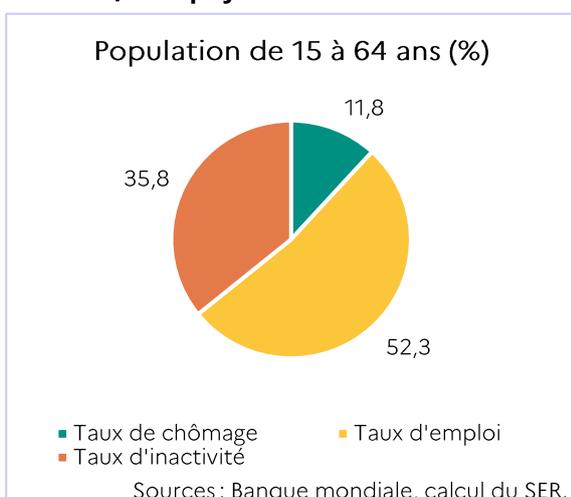
Le relatif dynamisme du marché du travail cache des faiblesses importantes.

Les indicateurs du marché du travail en Albanie enregistrent des résultats relativement meilleurs que ceux de ses pairs des Balkans occidentaux et s'améliorent depuis 10 ans. Le taux de participation au marché du travail a augmenté de +8,3 pp pour atteindre 71,4 % en 2022 (contre 63,7 % en moyenne dans les BO). Le taux d'emploi en Albanie est le plus élevé de la zone, à 52,4 % de la population active, tandis que le taux de chômage diminue progressivement pour se rapprocher de son niveau structurel qui, estimé à 12,0 %⁸, reste néanmoins élevé



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

De fait, le pays reste confronté à des



problèmes structurels. Le chômage de longue durée représente plus de 60 % des chômeurs (contre 40,4 % pour l'UE), et le pays continue de souffrir d'un manque d'inclusion sur le marché du travail, en particulier pour les jeunes. Avec un taux d'emploi de seulement 24,8 %, les jeunes sont à hauteur de $\frac{3}{4}$ au chômage ou en dehors du marché du travail. A contre-courant des autres pays des BO, cette problématique s'aggrave depuis une décennie pour l'Albanie : le taux d'emploi des jeunes était de 25,7 % en 2012. Parallèlement, bien que le taux de chômage des femmes soit comparable à celui des hommes, leur taux de participation au marché du travail

est inférieur de -17,4 pp (à 51,6 %). L'Albanie enregistre également de fortes disparités régionales. Notamment, la partie Nord du pays souffre de taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale en raison du développement limité du secteur privé. Ces régions hébergeaient par ailleurs autrefois une forte concentration industrielle, qui s'est éteinte après la fin de la période communiste.

La population albanaise enregistre une tendance à la baisse depuis les années 1990 (-0,4 % par an en moyenne), qui s'amplifie depuis 2020 pour atteindre -1,2 % en 2022, à 2,8 millions d'habitants. Cette baisse devrait se poursuivre selon les projections 2030 de l'INSTAT (-3,1 % par rapport à 2022) et s'accompagne d'un vieillissement de la population, l'âge médian passant de 33,2 ans en 2012 à 38,2 ans en 2022 – un chiffre qui laisse néanmoins l'Albanie dans les pays dont la population est nettement plus jeune que la moyenne européenne. Le déclin démographique est le reflet d'un fort taux d'émigration. En 2020, l'INSTAT estimait à 1,7 million le nombre d'émigrants albanais vivant à l'étranger, soit 59 % de la population résidente actuelle.

La faible productivité du travail : symptôme et cause des problématiques structurelles du marché du travail en Albanie.

L'Albanie est le pays des Balkans enregistrant la productivité du travail la plus faible (mesurée en PIB/employé), à seulement 34,7 % de la moyenne de l'UE (34 660 USD en PPA).

Le secteur agricole absorbe en effet une part importante de la main-d'œuvre, avec 35 % du total des emplois déclarés, alors qu'il souffre d'une faible productivité notamment en raison de la taille moyenne des exploitations qui, à 1/10^{ème} de la moyenne de l'UE, décourage les investissements. Le marché du travail en Albanie est néanmoins dominé par le secteur des services (44 % du total des emplois en 2022) dont la part a progressé depuis 2012 (+7,1 pp) et devrait de nouveau augmenter en raison du développement du secteur du tourisme, mais reste

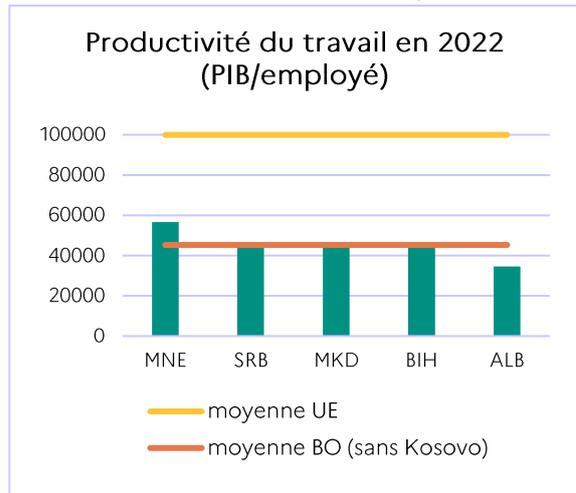
⁸ [Evelina_web_english_11635.pdf \(bankofalbania.org\)](https://www.bankofalbania.org/web_content/Evelina_web_english_11635.pdf)

relativement faible par rapport aux autres pays de la région. Il en va de même pour l'emploi dans l'industrie, qui représente 21 % du total des emplois (+4,3 pp par rapport à 2012). Le secteur public représente 13,8 % de l'emploi.

Bien qu'elle ait été considérablement réduite au cours des dernières années, l'économie informelle nuit à la hausse de la productivité de l'économie. Selon les dernières estimations de l'OIT (2017), l'emploi informel représenterait près de 60 % du total des emplois. La structure du marché du travail albanais est portée par le secteur agricole et par les travailleurs indépendants (52,8 % du total de l'emploi en 2022), qui sont sujets à l'emploi informel.

L'Albanie souffre également d'un faible niveau d'éducation qui limite les capacités de diversification et de rattrapage de l'économie.

Le pays enregistre des résultats au test PISA inférieurs à la moyenne des Balkans occidentaux pour l'ensemble des compétences évaluées en 2022. Cette situation entraîne des pénuries de compétences qui pourraient s'accroître à l'avenir alors que les scores du pays diminuent par rapport à 2018⁹ et que l'Albanie est le pays des Balkans occidentaux le plus affecté par le coût et le manque de disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée. Portée historiquement par le départ des plus diplômés, l'émigration entraîne en effet l'aggravation de l'inadéquation entre le capital humain et la demande de travail¹⁰. En outre, le système éducatif du pays n'est pas en phase avec les besoins du marché du travail, comme le démontre un taux de chômage des plus qualifiés (13,7 %) plus important que celui des moins qualifiés (12,2 %).



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

La faible productivité du travail se répercute sur le niveau des salaires bruts, qui reste au faible niveau de 520 EUR en moyenne. En 2022, le salaire mensuel brut moyen du secteur public en Albanie était en outre inférieur d'environ 30 % (à 588 EUR) à celui des autres économies des BO, tant en termes nominaux que de parité de pouvoir d'achat. Le niveau des salaires contribue ainsi à la faible participation au marché du travail, à l'informalité et à l'émigration de la population.

La situation du marché du travail albanais requiert une réponse coordonnée.

Afin de diminuer les pressions sur le marché du travail, l'Albanie a élaboré une **stratégie nationale sur les migrations** et **libéralisé son régime de permis de travail**. Les autorités ont également annoncé leur intention **d'augmenter le salaire moyen du secteur public de 40 % à 900 EUR en 2024**, ce qui devrait se répercuter sur les salaires du secteur privé. Si cette réforme devrait favoriser le taux de participation au marché du travail et freiner l'émigration, elle entraîne des risques de perte de compétitivité prix des entreprises en l'absence de hausse de la productivité du travail. Ainsi, l'Albanie priorise notamment la qualité des emplois, le développement des compétences et une meilleure adéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail au sein de sa **nouvelle stratégie pour l'emploi et les compétences 2023-2030**. A ce titre, les préparatifs en vue de la mise en œuvre du programme de **Garantie pour la jeunesse de l'UE** ont progressé¹¹. En parallèle, la **promotion de la plate-forme d'inspection électronique** a permis d'améliorer la qualité des inspections du travail tandis que la **stratégie nationale de protection sociale 2024-2030** devrait favoriser la formalisation de l'emploi.

L'Albanie est soutenue par différentes institutions internationales, à commencer par **l'Union Européenne** qui déploie des programmes pour l'emploi et l'inclusion sociale en l'Albanie au travers les fonds de pré-adhésion. Les différents plans stratégiques du pays s'inspirent ainsi des objectifs généraux de « Europe 2020 » de l'UE (dont ceux relatifs à la hausse des taux d'emploi et des diplômés du supérieur et la réduction de l'abandon scolaire). L'Albanie travaille également en coopération avec la **Banque Mondiale**, dont le partenariat stratégique 2023-2027 prévoit le soutien à la création d'emplois ainsi que l'amélioration du capital humain, de la santé et de l'éducation.

⁹ Si cette dégradation est globale et s'explique en partie par la crise de la Covid-19, l'Albanie est le pays des Balkans où les résultats diminuent le plus rapidement.

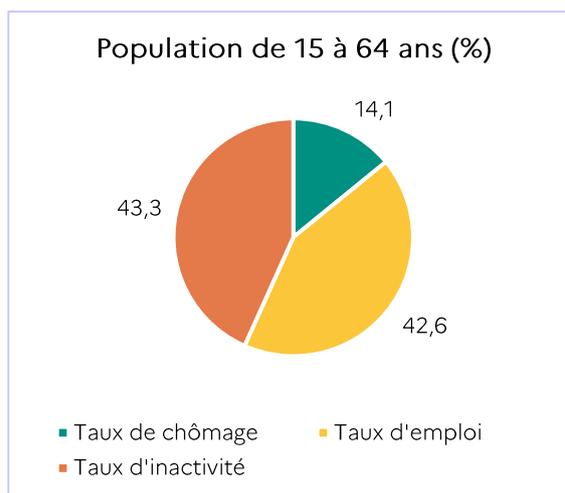
¹⁰ Les difficultés de recrutement associées entraînent des pressions à la hausse sur les salaires, qui progressent plus rapidement que la productivité, et réduisent la compétitivité prix des entreprises.

¹¹ Le projet pilote de garantie pour la jeunesse a été lancé en octobre 2023 dans trois régions (Tirana, Shkodra et Vlora).

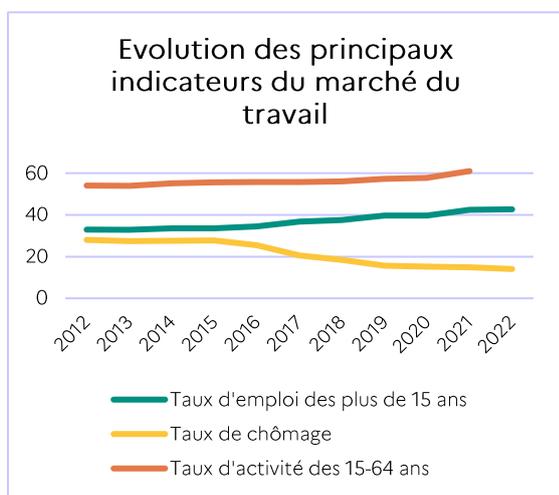
Bosnie-Herzégovine

Le pays présente les moins bons résultats de la région

Le **taux de chômage**, en baisse sur les dix dernières années, de 28,0 % en 2012 à 14,1 % en 2022, reste toutefois supérieur à la moyenne des Balkans occidentaux (11,7 %) et le 3^{ème} le plus élevé de la région (après le Monténégro et la Macédoine du Nord) en 2022. En valeur absolue, le nombre de chômeurs a baissé d'environ 200 000 personnes en dix ans. Cette baisse peut être en partie imputée à des facteurs démographiques (cf. II.). Le **chômage de longue durée** prévaut, puisque près de 57,8 % du total des chômeurs le sont depuis plus de 2 ans. Cela pourrait être dû au fait que certaines personnes restent enregistrées sans rechercher activement d'emploi, afin de continuer à bénéficier des droits aux chômage.



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

Le **taux d'activité et le taux d'emploi sont les 2èmes plus faibles de la région** (après le Kosovo), à 61,6 % et 42,7 % respectivement en 2022 (contre 74,6 % et 54,2 % pour la moyenne UE). Ils ont augmenté plus rapidement que la moyenne européenne sur les dix dernières années (+7 et +10 points contre +2 et +3 points); ce alors que la population en âge de travailler a diminué. Le **taux d'activité des femmes est particulièrement faible** (39,4 % en 2022 contre la moyenne européenne de 51,8 %), le plus faible de la région après le Kosovo. Il augmente moins vite que le taux d'activité national (+5 points en dix ans). **Le taux de chômage des femmes est supérieur au taux de chômage national** (17,2 % contre 14 %), ainsi qu'à la moyenne des Balkans occidentaux (14,3 %) et à

la moyenne de l'UE (6 %) en 2022. La Bosnie-Herzégovine est classée 73ème sur 146 pays dans le classement Global Gender Gap Indice 2022. En termes de participation économique et de niveau d'éducation, le pays est classé respectivement 116^{ème} et 100^{ème}. **Le taux d'emploi des jeunes (15-24 ans) reste faible** (21,5% en 2022 ; 34,1 % pour l'UE). Le chômage des jeunes reste élevé, puisqu'en 2022, 36,1 % des 15-24 ans à la recherche d'un emploi n'en trouvent pas. Un jeune sur quatre (15-29 ans) n'est ni en emploi, ni scolarisé, ni en formation (NEET). **Les moins diplômés connaissent un chômage supérieur aux plus diplômés** (16,1% contre 10,5 % pour les diplômés du supérieur). Le taux de travailleurs indépendants dans l'emploi total est supérieur à celui de l'UE (18 % contre 15 % en 2021).

La part de l'emploi dans l'industrie est en légère hausse (alors qu'elle pour l'UE), à 34,3 % en 2022. La part de l'emploi dans l'agriculture est en baisse (à 11,3 % en 2022, contre 20,6 % en 2012), mais reste supérieure à la moyenne de l'UE (4 % en 2022). Les services dominant : 54 % de l'emploi, en légère hausse. L'emploi dans les services publics représente 29,2 % (2018) du total de l'emploi, contre 23,7 % dans l'UE.

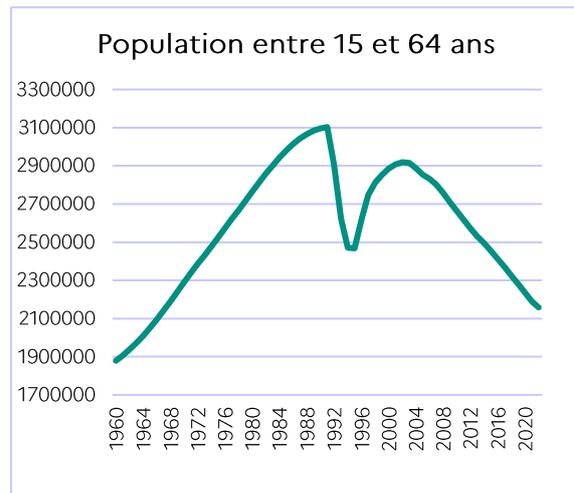
Les enjeux sont essentiellement démographiques.

Le **faible taux d'activité est le reflet des découragements et de la sortie du marché du travail d'une partie de la population en âge de travailler** mais aussi d'une importance de l'informalité. L'emploi informel estimé, même si en baisse depuis 2012, est de 19,9 %. Par ailleurs, environ 30 % des ménages déclarent des revenus informels supplémentaires de leurs salaires déclarés.

Le chômage structurellement élevé, notamment chez les jeunes, est aussi la conséquence d'une inadéquation entre le système éducatif et les besoins du marché du travail. Seulement un tiers des employeurs emploient des travailleurs directement issus du système éducatif (tous niveaux confondus: secondaire général, technique et université) – sans autre formation préalable. Malgré un taux de chômage élevé chez les jeunes, beaucoup d'entreprises (43,5 % en Republika Srpska, 42,4 % en Fédération) signalent des difficultés à trouver les compétences nécessaires. 38 % identifient le manque de compétences des candidats comme la raison des postes vacants non pourvus. Selon le syndicat de la construction et de l'industrie, il n'y aurait pratiquement pas de charpentiers, serruriers, carreleurs ou peintres qualifiés disponibles.

Ces deux facteurs pourraient en partie expliquer la tendance à l'émigration. La situation démographique est en effet alarmante.

Le taux de natalité est structurellement en baisse (8/1000 en 2022) et le taux de croissance naturelle est négatif depuis 2009. Alors que les 15 – 64 ans représentaient 70 % de la population totale en 2012, le taux n'est plus que de 66,7 % en 2022. La baisse estimée de la population aurait été d'environ 25 000 personnes par an au cours de la période 2013 – 2020. Les projections suggèrent un déclin de la population de 55 % d'ici 2070.



La tendance à l'émigration vers l'UE s'accroît ces dernières années et on constate une hausse des

permis de séjour octroyés par les Etats de l'UE : de 11 506 en 2011 à 56 363 en 2019. Environ 100 000 jeunes auraient quitté le pays entre 2018 et 2020. Le personnel formé et qualifié part vivre à l'étranger, notamment en Slovaquie. Tous les secteurs sont concernés, en particulier l'éducation, les soins de santé et les technologies de l'information. 19 % de l'émigration est hautement qualifiée, soit l'un des taux les plus élevés de la région (hormis pour la Serbie, à 22 %).

Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

Les politiques publiques de l'emploi sont fragmentées entre Fédération et la Republika Srpska.

La fragmentation administrative entraîne des difficultés à élaborer des diagnostics solides et des réformes à long terme de l'éducation, des marchés du travail et des politiques sociales. Les politiques de l'emploi étant du ressort de plusieurs niveaux administratifs (Etat, entités, cantons), faute de consensus, il n'existe pas de stratégie nationale de l'emploi (la Republika Srpska a adopté sa stratégie pour l'emploi 2021-2027). Un « observatoire de l'emploi » est néanmoins en cours de création, afin d'identifier les opportunités d'emploi et d'anticiper les besoins. Les mesures visant à réduire l'emploi informel sont soutenues par des mesures actives en faveur de l'emploi, telles que la promotion du travail indépendant, des programmes d'incitation pour les employeurs et l'amélioration du climat des affaires, ainsi que par certaines mesures répressives et efforts visant à réduire les taxes parafiscales.

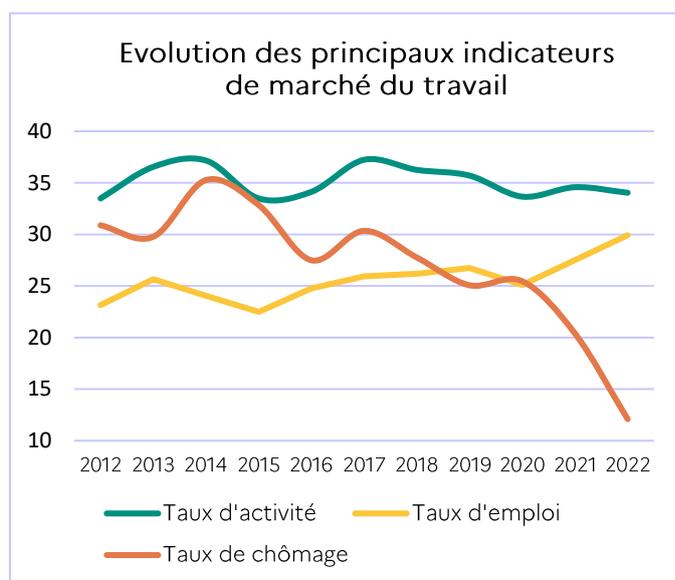
En Fédération, les politiques sont orientées autour de subventions à l'emploi, mais insuffisamment ciblées. Le ratio du nombre de conseillers sur le nombre de demandeurs d'emploi est très faible (1 pour 2023). Le programme de réforme économique préparé pour le dialogue avec l'UE constate que les services publics de l'emploi sont accaparés par la gestion des prestations sociales. Une loi sur la médiation et la Sécurité Sociale des personnes au chômage devrait être adoptée en 2024, afin d'améliorer le système d'enregistrement en séparant les demandeurs d'emploi actifs des demandeurs d'emploi inactifs. Le Plan de réformes structurelles de l'entité se focalise sur les programmes éducatifs et de formation ou reconversion professionnelle ainsi que sur les prévisions des besoins sur le marché du travail, dans l'objectif de remédier au manque de main-d'œuvre qualifiée.

La Republika Srpska prévoit de travailler sur de nouvelles nomenclatures relatives aux professions nécessaires sur le marché du travail. Le service public de l'emploi a été libéré des tâches administratives liées à l'assurance maladie et aux autres prestations sociales.

Cette fragmentation se retrouve dans les résultats concrets : la RS présentait un taux de chômage moyen de 9,1% en 2023, contre 21% en Fédération. Le salaire brut moyen est plus élevé en RS qu'en Fédération (1191 EUR contre 1065 EUR à janvier 2024).

Malgré les améliorations, la situation du marché du travail resterait préoccupante.

Selon la Banque mondiale, la population du Kosovo est de 1,8 million d'habitants en 2022. Néanmoins, ce chiffre, estimé à partir des dernières données officielles de recensement (2011), est souvent remis en cause. Les IFIs considèrent en effet que le dernier recensement officiel comptabilisait la diaspora au sein de la population du pays. Or, le pays souffre d'une forte migration de ses forces vives, qui s'accélère et atteindrait 1,3 % de la population totale en g.a. en 2022. Les estimations de la diaspora kosovare varient fortement. Le recensement de 2011 d'évaluait à 550 000. Elle pourrait être plus élevée aujourd'hui, peut-être de 700 000 (voire jusqu'à 900 000).

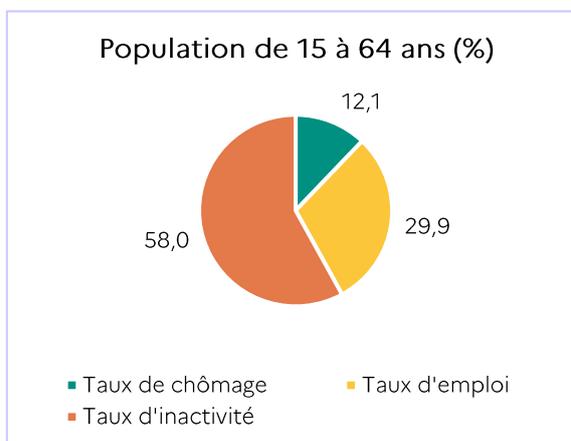


Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

À seulement 34,0 % de la population âgée de 15 à 64 ans, le taux de participation au marché du travail de la population kosovare serait très faible, soit la moitié du niveau enregistré dans le reste de la région, et stagnerait depuis 2012. Celui-ci diminuerait en outre à 19,4 % pour les femmes. Le taux d'emploi, bien qu'en progression de +6,8 pp en dix ans, serait également le plus faible des Balkans occidentaux (à 29,9 % en 2022). Il atteindrait par ailleurs un point bas à 15,5 % pour les jeunes de 15 à 24 ans. Ces données sont néanmoins à relativiser au regard des doutes concernant les chiffres de la population résidente au Kosovo. À titre d'illustration, le taux de participation au marché du travail atteindrait plus de 60 % sur la base d'une population de 1,2 million d'habitants¹².

Le taux de chômage a fortement diminué ces dernières années pour s'établir à 12,0 % en 2022, soit la moitié moins qu'un an auparavant (20,4 % en 2021). Si cette évolution traduit en partie la baisse du dénominateur, elle résulte également d'une réelle baisse du nombre de chômeur.

Le marché du travail au Kosovo est dominé par le secteur des services, qui représente 72,0 % des emplois (contre 66,8 % en 2012), suivi du secteur industriel (24,0 % des emplois contre 28,3 % en 2012). Le secteur agricole représente quant à lui 4,0 % des emplois, ce qui est inchangé par rapport à 2012. L'emploi au sein du secteur public, représentant en 2018 30,8 % du total des emplois au Kosovo (le taux le plus élevé des Balkans occidentaux), est également prédominant, et le salaire moyen y est supérieur de 42 % au salaire moyen dans le secteur privé (521 EUR brut)¹³.



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

La faible participation au marché du travail est expliquée par des problématiques structurelles.

Le faible taux de participation au marché du travail au Kosovo constitue un premier symptôme des faiblesses du marché du travail kosovar.

Selon les résultats des tests PISA 2022, le Kosovo enregistre le niveau d'éducation le plus faible de la région des Balkans occidentaux. Le système éducatif n'enseigne pas suffisamment les

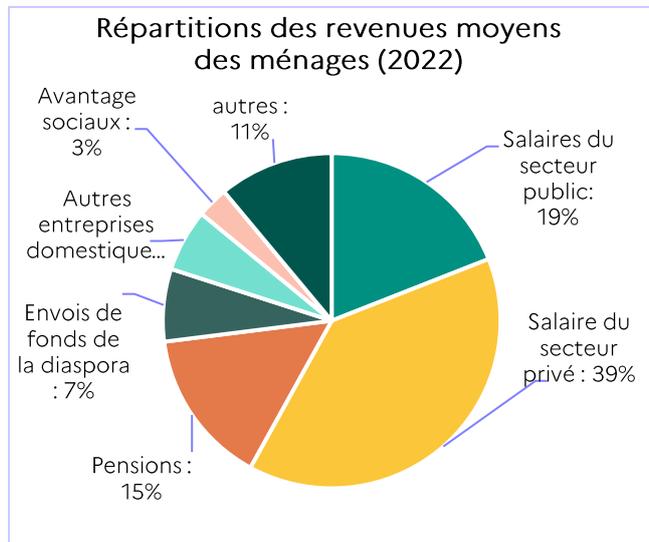
¹² Soit, l'estimation de la population actuelle (1,7 millions d'habitants) moins l'estimation du stock de diaspora (550 000 personnes). Noter que ce biais statistique ne s'applique pas au taux de chômage dont le dénominateur est la population active.

¹³ La seule source officielle sur les salaires par secteur provient des résultats de l'enquête structurelle sur les entreprises en 2018.

compétences clés nécessaires, l'offre de formation pour les adultes est limitée et les compétences ne sont pas suffisamment alignées sur les besoins du marché du travail. 50 % des entreprises déclarent que la formation générale ne prépare pas adéquatement les étudiants à l'emploi (Banque mondiale, 2019). Il en découle des difficultés pour la population kosovare à trouver un emploi, avec un taux de chômage allant de 18,4 % pour les moins qualifiés à 10,7 % pour les plus qualifiés. Les entreprises enregistrent par ailleurs des difficultés de recrutement.

Le Kosovo dispose d'un système de protection sociale unique, avec des pensions sociales universelles et une aide au revenu de dernier recours qui compensent l'absence de mécanismes d'assurance sociale. L'absence de droits liés au travail décourage de nombreux employeurs et employés informels de formaliser leurs modalités de travail. L'emploi informel, estimé entre 35,6 % et 42,4 % de la force de travail, reste ainsi un sujet de préoccupation. Le non-respect des droits des travailleurs (rémunération des heures supplémentaires, congés hebdomadaires, congés annuels, sécurité et santé au travail) dans le secteur privé est également un défi pour l'État.

En augmentant le salaire de réserve, les envois de fonds de la diaspora réduisent les incitations à la participation au marché du travail¹⁴. Le soutien de la diaspora atteint en effet près de 14,0 % du PIB et représente une part significative des revenus des ménages, tandis que le salaire minimum du pays est le plus faible de la région¹⁵ à 264 EUR. Le salaire brut s'établit quant à lui à 521 EUR.



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

La politique liée au marché du travail reste embryonnaire au Kosovo.

Le Kosovo élabore une nouvelle **stratégie pour l'emploi et le marché du travail 2023-2028**. Néanmoins, la dernière stratégie (2018-2020), bien qu'avec des objectifs modestes, a enregistré un taux de mise en œuvre très faible. En parallèle, le Kosovo a adopté une **stratégie éducative pour la période 2022-2026**. Celle-ci vise à améliorer la qualité de l'enseignement et reconnaît la nécessité de développer un système d'information et de prévision sur les besoins du marché du travail, qui manque d'outils de prospective. De plus, **le Kosovo ne dispose pas d'un système intégré d'inspection du travail**. Ces dernières années, des progrès ont été accomplis dans la **création de partenariats entre les écoles de formation professionnelle et les employeurs**, mais l'apprentissage en milieu de travail doit continuer à être étendu. Pour ce faire, le Kosovo restructure l'Agence pour l'emploi afin de mettre en œuvre le plan relatif à la **garantie pour la jeunesse de l'UE**. Pour favoriser le retour et l'engagement de la diaspora, le Kosovo a également adopté une **stratégie pour la diaspora pour la période 2019-2023**, et a signé des **accords de réadmission avec 24 pays**, dont 20 États membres de l'UE et membres de l'espace Schengen. Alors que libéralisation des visas avec l'espace Schengen depuis janvier 2024 (pour des séjours allant jusqu'à 90 jours) laissait craindre une nouvelle vague d'émigration, l'impact sur la main d'œuvre semble limité voir nul à ce stade (même s'il est trop tôt pour tirer des conclusions).

En parallèle, le pays est **soutenu par l'UE** à travers des programmes tels que les programmes de mobilité Young Cell et Erasmus+. L'UE intervient également pour soutenir la politique de l'emploi du Kosovo via les fonds de préadhésion, dont les politiques de l'éducation, de l'emploi et les politiques sociales font partie des secteurs prioritaires. De plus, le Kosovo a signé un accord avec la **Banque mondiale** afin de réformer le système d'aide sociale.

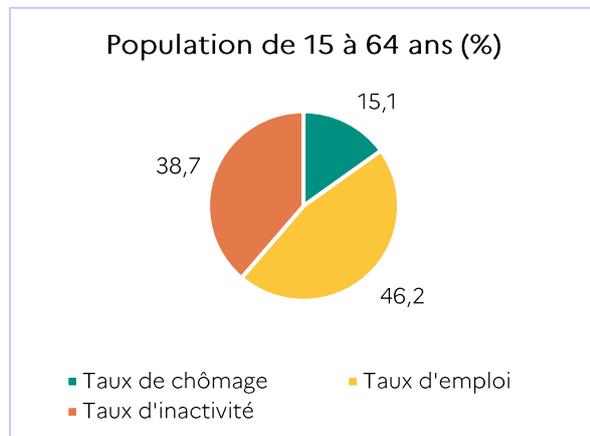
¹⁴ Selon une enquête de la Millennium Challenge Corporation (2017), le taux d'activité des personnes appartenant à des ménages recevant des envois de fonds était inférieur de 2,5 points de pourcentage à celui des personnes appartenant à des ménages ne recevant pas de fonds.

¹⁵ Le salaire minimum a été ajusté une seule fois depuis son introduction en 2011

Macédoine du Nord

Un marché du travail précaire et peu inclusif

Le marché du travail en Macédoine du Nord est peu dynamique avec des pénuries de main-d'œuvre et un taux de chômage qui reste élevé à 15,2 % en 2022 (le deuxième plus élevé de la région après le Monténégro), avec notamment un chiffre un peu inférieur pour le chômage des femmes (12,5 %). L'inscription au système de chômage entraînant automatiquement l'octroi de droits¹⁶, le nombre officiel de chômeurs pourrait néanmoins être surévalué. Le taux d'emploi est faible, à 46,2 % en 2022 et inférieur à la moyenne des BO. Environ 20 % de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle.



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

La participation au marché du travail, à 63,8 % de la population en âge de travailler en 2022, est modeste. Les salaires brut moyen et minimum net à respectivement 970 EUR (2024) et 327 EUR (2023), sont peu incitatifs tandis que les transferts de fonds de la diaspora (bien qu'ils ne représentent que 2,5 % du PIB, le taux le plus faible de la région) augmentent le salaire de réserve. Ce dernier est également influencé par les salaires élevés du secteur public¹⁷, qui diminue l'attractivité des salaires du secteur privé. En parallèle, le système de sécurité sociale peu développé décourage la participation au marché du travail, notamment

des femmes, qui enregistrent un taux d'activité de 43,4 %. En effet les dépenses consacrées au système de protection sociale et aux pensions sont parmi les plus faibles de la région à respectivement 14 % et 8 % du PIB.

Le marché du travail est concentré dans le secteur tertiaire, qui emploie 58 % de la population active. Néanmoins, la Macédoine du Nord étant un exportateur de produits agricoles et textiles, la part de l'emploi dans ces secteurs reste relativement importante à respectivement 31 % de la population active pour le secteur industriel et 7,2 % pour le secteur agricole.

Les régions de l'Est (Vardar et Pélagonie) affichent un taux de chômage plus faible (7,8 %) et un taux d'emploi plus élevé (54,3 %) que la moyenne nationale. Ces régions jouissent d'un climat favorable, notamment propice à la viticulture et de certains grands gisements de charbon qui attirent les investissements étrangers : plusieurs grandes entreprises sont implantées dans les environs immédiats de Bitola, de Veles ou de Kavadarci. A l'inverse les régions de Tetovo (24,4 % de chômage, 43,1 % de taux d'emploi) ou de Kichevo au Sud-Ouest du pays sont fragilisées alors même que les salaires moyens bruts y sont plus élevés (566 EUR à Tetovo contre 504 EUR à Vardar). Cela s'explique par une activité touristique plus importante (notamment autour du lac d'Orhid) ainsi que des activités plus rémunératrices que l'agriculture pratiquée en Pélagonie au Sud-Ouest.

La faible participation des jeunes au marché du travail reste problématique.

Le taux de participation au marché du travail des 15-24 ans est faible à 28 %, et 20 % pour les jeunes femmes. Cette problématique s'aggrave en outre, la participation au marché du travail des jeunes de 15 à 24 ans ayant diminué de -4,9 pp en 10ans, notamment pour les jeunes ayant un niveau d'éducation basique et intermédiaire.

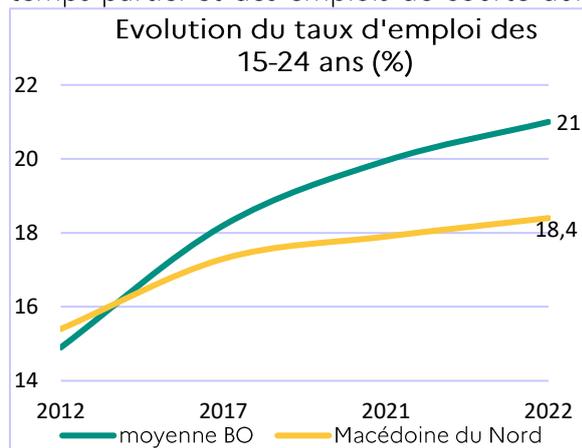
Le chômage des jeunes, qui s'établit à 16,6 % des 15-24 ans, est important. Ce chiffre peut s'expliquer par un faible niveau d'éducation, le pays enregistrant des résultats PISA nettement inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. Il concerne 21,8 % des jeunes avec un faible niveau d'éducation tandis que 15 % des jeunes avec un niveau moyen d'éducation sont touchés. Seul le taux de chômage des jeunes les plus qualifiés est relativement bas (9,6 % en 2022). Cette problématique est due au décalage entre les compétences demandées sur le marché du travail et celles acquises par le système éducatif. Par ailleurs, les 15-24 ans sont plus

¹⁶ Ces droits sont indexés selon la durée de versement des cotisations allant d'un mois à 12 mois. Néanmoins l'indemnisation est égale à 50% du salaire moyen perçu au cours des 24 derniers mois travaillés. Dans certains cas il est possible de percevoir cette prestation jusqu'au changement de situation. La suspension de cette indemnité est également possible si l'intéressé refuse un emploi ou une formation de l'Agence pour l'emploi.

¹⁷ Notamment dans le secteur des services où les entreprises publiques versent des salaires environ 29 % plus élevés qu'ailleurs.

touchés par le chômage de longue durée tandis qu'un jeune sur cinq n'est plus dans le système éducatif et n'a pas d'emploi (NEET). En 2021, 11,3 % des jeunes NEET étaient des chômeurs de courte durée, tandis que 39,7 % d'entre eux étaient au chômage depuis plus d'un an.

Le taux d'emploi des jeunes de 15 à 24 ans est le deuxième plus faible de la région après le Kosovo, à seulement 18,4 % en 2022. La question des conditions d'emploi, notamment du temps partiel et des emplois de courte durée freine l'inclusion des jeunes sur le marché du travail.



Sources : Banque mondiale, calcul du SER.

Si la part des jeunes employés à temps partiel a diminué (4,1 % en 2022 contre 9,6 % en 2017), elle reste supérieure à la moyenne des autres tranches d'âges tandis que le travail temporaire des jeunes représente près d'un tiers de l'emploi total des 15-24 ans (29,7 %). La fréquence du travail faiblement rémunéré (moins de 2/3 du salaire moyen) chez les jeunes travailleurs est d'environ 20 % de l'emploi total des jeunes. Les jeunes sont également surreprésentés au sein de l'économie informelle (environ 25 % de l'emploi des 15-24 ans).

De ce fait, le taux d'émigration des jeunes est important. Les jeunes de 15-24 ans

représentent 9 % des émigrés¹⁸. La part des

jeunes (15-29 ans) dans la population totale est passée de 27,9 % en 1970 à 20,3 % en 2018, tandis que la part de la population âgée (65 ans et plus) est passée de 4,7 % à 20,4 % au cours de la même période. D'ici 2030, la part des jeunes devrait baisser à 16,4 % selon un rapport du PNUD. En effet, les 15-24 ans sont pessimistes quant à leurs capacités à trouver un emploi adapté sur le marché du travail macédonien. La part des personnes NEET inactives pour cause de découragement a commencé à augmenter en 2019 pour atteindre 16,2 % en 2021, soit le double de la part enregistrée en 2016 (7,5 %).

Le gouvernement mène des politiques pour redynamiser l'emploi des jeunes.

La Macédoine du Nord est le premier pays de la région à avoir mis en place le programme 'Garantie pour la jeunesse' de l'UE. Ce plan a été reconduit pour la période 2023-2026 au regard de ses résultats positifs lors de la programmation précédente¹⁹. Il mettra désormais l'accent sur les NEET, notamment dans les régions du Nord-Est, du Sud-Ouest, du Polog et la ville de Skopje. Le **Programme national pour le travail décent 2019-2022 en partenariat avec l'OIT** vise à créer des emplois de qualité en renforçant les partenariats locaux pour l'emploi. Le plan opérationnel pour le marché de l'emploi et les mesures relatives à l'emploi pour 2024, baptisé "**Une chance pour tous**", prévoit la création de plus de 15 000 emplois, avec un accent sur l'égalité des genres et le soutien aux PME. Des actions sont également entreprises pour contrer l'émigration professionnelle et favoriser le retour des cerveaux, notamment par la création d'un **portefeuille ministériel dédié à la diaspora** et par la création de **l'Agence indépendante de l'émigration**. Le programme de réforme économique 2024-2026 vise à redynamiser l'emploi des jeunes en offrant des formations et reconversions aux chômeurs.

La mise en place d'un marché du travail et d'un système de sécurité sociale plus inclusifs et l'amélioration du système éducatif pour aligner les compétences sur les besoins des employeurs font partie des objectifs affichés dans la programmation des financements européens IPA pour la Macédoine du Nord. La Banque mondiale s'investit en Macédoine du Nord dans le cadre du *Primary Education Improvement Project* à hauteur de 23 MEUR pour la période 2020-2026.

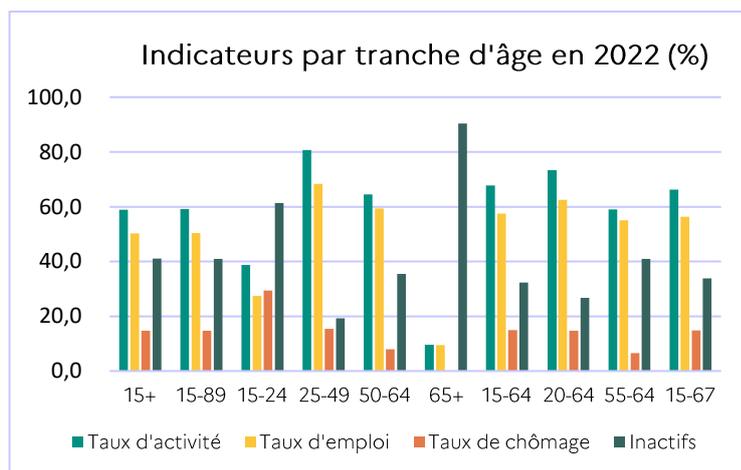
¹⁸ Selon un rapport de l'OCDE (2016). Noter que 20 % des émigrés de Macédoine du Nord ont un niveau d'éducation élevé, ce qui représente le plus haut taux des BO.

¹⁹ 419 recrutements, 196 formations et 160 stages en entreprise dans les trois premiers mois.

Monténégro

Le taux de participation de la population active au marché du travail reste nettement inférieur à la moyenne de l'UE.

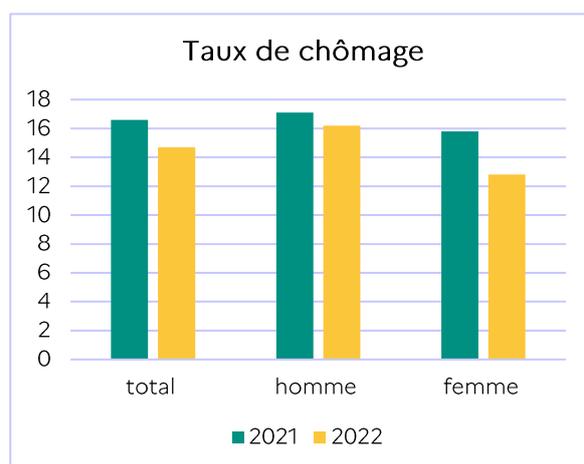
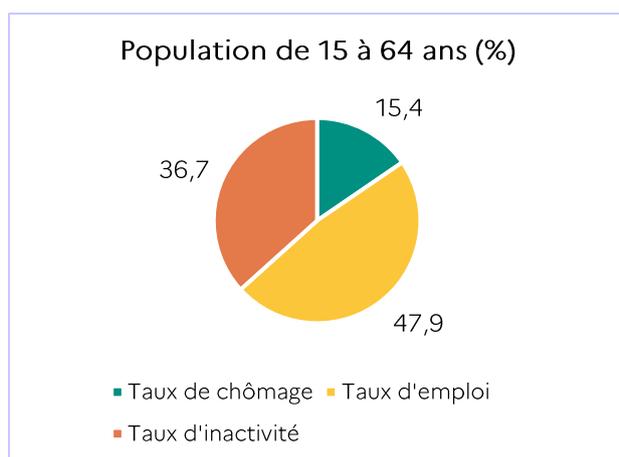
Le marché du travail du Monténégro a subi d'importants changements au cours de la décennie précédente et est confronté à des problèmes structurels tels que des taux d'inactivité élevés, une faible participation des femmes au marché du travail, des déséquilibres territoriaux et une lente augmentation de la productivité. Au cours de la période 2014-2019, les principaux indicateurs du marché du travail se sont améliorés, mais la pandémie de COVID-19 a entraîné leur détérioration. En 2020, pratiquement tous les gains réalisés sur le marché du travail au cours de la période précédente ont été annulés. La légère reprise du marché du travail a commencé en 2021 et s'est poursuivie en 2022.



Sources : MONSTAT, calcul du SER.

En 2022, le taux d'activité de la population 15-64 ans était de 59,9 %, le taux d'emploi de 51,2 %, le taux d'emploi des femmes de 45,5 % et le taux de chômage de 20,0 % (-4,7 p.p. en g.a.). La part des salariés s'élève à 81,6 %, celle des travailleurs indépendants à 16,5 %. Il existe d'importantes disparités dans les taux d'emploi entre les trois régions du Monténégro. Le taux de chômage est toujours le plus élevé dans la région du Nord, avec 32,1 %, plus de huit fois supérieur à la région côtière (3,9 %) où environ 20 % du PIB national est généré.

En 2022, environ 20,0 % de jeunes de 15 à 24 ans n'avaient pas d'emploi et n'étaient pas inscrits dans le système d'éducation ou de formation du pays. Le taux de chômage est légèrement plus élevé pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes : 28,6 % contre 21,5 % respectivement. Le chômage de longue durée, à 74,3% du chômage total représente un enjeu de taille.



Sources : MONSTAT, calcul du SER.

Une part importante des emplois saisonniers est occupée par des ressortissants étrangers.

La pénurie de main d'œuvre saisonnière demeure le défi principal auquel sont confrontés les employeurs pendant la saison touristique estivale.

Afin de contrer cette tendance présente puis des années, l'Agence pour l'emploi met en œuvre des mesures visant à promouvoir l'emploi saisonnier parmi la main-d'œuvre nationale. Cependant, la demande d'emplois saisonniers reste inférieure à l'offre. Cette situation pourrait s'expliquer par des salaires relativement bas, à 727 EUR nets en 2022 (814 EUR en 2023), mais aussi une insuffisante mobilité de la main-d'œuvre locale.

En 2022, 29 319 permis de séjour temporaire et de visas de travail ont été délivrés aux ressortissants étrangers²⁰ (soit 8 739 ou +42,46 % en g.a) ce qui représente 4,7 % du total de la population. 11 % de ces permis ont été délivrés pour des emplois saisonniers, principalement dans la construction, l'hôtellerie et la restauration.

Les permis de séjour temporaire et les visas de travail ont été délivrés à des ressortissants russes (27,1 %), de Serbie (17,7 %), de Turquie (12,1 %), du Kosovo (6,7 %), de Bosnie-Herzégovine (6,2 %), d'Albanie (5,4 %), de Macédoine du Nord (4,5 %) et d'Ukraine (3,3 %).

Les politiques publiques visent en priorité l'emploi des jeunes et les chômeurs de longue durée.

Soutenues par l'ONU et l'UE, les institutions monténégrines en charge de l'emploi essaient d'améliorer la participation au marché de l'emploi des jeunes et des bénéficiaires des aides sociales au travers du projet « **Activé !** ». Ce programme a été mis en œuvre en 2021 par les Nations Unies en coopération avec le ministère du Travail et de la Protection sociale, et s'est poursuivi en 2022. L'une de ses activités vise à améliorer des services d'activation des chômeurs, en mettant l'accent sur les bénéficiaires de la protection sociale.

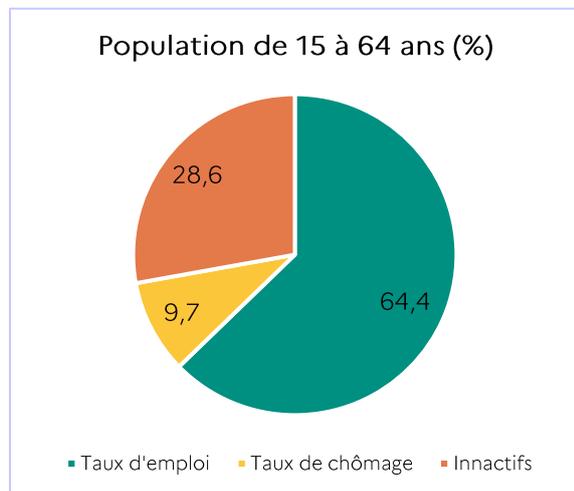
Les institutions monténégrines compétentes ont également commencé à mettre en œuvre le **programme de garantie pour la jeunesse** (Youth Guarantee) conçu par l'Union Européenne. Les premières mesures ont été planifiées début octobre 2023.

²⁰ <https://www.zzzcg.me/wp-content/uploads/2023/04/Izvjecje%20C5%A1taj-o-radu-ZZCG-za-2022.-godinu-1.pdf>

Serbie

Le taux de chômage atteint un niveau historiquement bas, une tendance positive qu'il conviendrait de relativiser.

Dans un contexte démographique relativement défavorable (baisse de la population de -0,5 % en 2012 à -2,5 % en 2022), le marché du travail évolue faiblement, enregistrant en 2022 3,21 millions de personnes au sein de la population active. Le taux d'activité (15-64 ans), qui s'est légèrement accru de +0,8 p.p. en g.a. en 2022 pour atteindre 55,5 %, demeure inférieur à la moyenne de l'UE en raison, entre autres, du travail non déclaré mais aussi d'une baisse de la population.



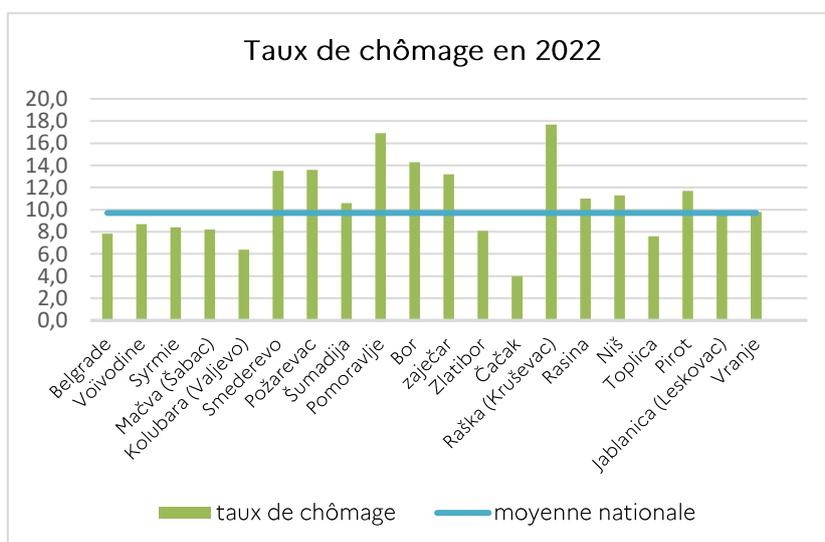
Sources : Institut de statistiques serbe, calcul du SER.

Le taux d'emploi de 50,3 % en 2022 (soit +1,7 p.p. en g.a.), demeure inférieur à la moyenne européenne (73,8 % en 2022). Le taux d'emploi des jeunes de 15 à 24 ans reste faible à 24,7 %. Le taux d'activité des femmes est de 47,9 % contre 63,6 % chez les hommes. Selon le Bureau national des statistiques, le taux d'emploi est de 84,7 % chez les personnes diplômées du supérieur contre 14,7% pour les catégories peu qualifiées²¹. En 2023, le taux d'emploi informel était de 12,5 % (-0,5 pp par rapport à 2022). Le taux de chômage, après avoir atteint un pic à 24 % en 2012, enregistre son plus bas niveau depuis plus de 15 ans à 9,5 % en 2022 (9,1 % en 2023).

Le salaire moyen brut en mars 2024 s'élevait 1140 EUR et le salaire net à 828 EUR. Les secteurs offrant les revenus les plus avantageux sont les TIC (2 250 EUR net) ; tandis que les plus faibles concernent la transformation du bois et du liège et la confection (409 EUR net). En Serbie, le secteur public représente environ un quart de l'emploi de la population active où les salaires sont en moyenne 8 % plus élevés que dans le secteur privé en 2022, même si la productivité des entreprises publiques est en moyenne inférieure de 20 % que le secteur privé. Les emplois informels sont plus présents dans l'agriculture, qui emploierait 12,6 % de la population active, dont 52 % de manière informelle.

La Serbie du Nord et de l'Ouest présentent les meilleurs résultats.

La situation démographique et l'intensité de l'activité économique se reflètent sur le marché de l'emploi. Ainsi, bien que toutes les régions enregistrent une hausse de l'emploi et une diminution de la population inactive ou au chômage, les disparités régionales demeurent significatives.



Sources : Institut de statistiques serbe, calcul du SER.

La capitale serbe, qui génère environ 40 % du PIB national, enregistre un taux d'activité de 58,8 % et d'emploi de 54,2 %, supérieurs à la moyenne nationale, tandis que le taux de chômage s'élève à 7,8 %. Les meilleurs résultats sont enregistrés dans la région de la Morava (ville de Čačak et les communes Gornji Milanovac, Lučani et Ivanjica), où le chômage est à 4,0 %, le taux d'activité à 59,8 % et le taux d'emploi à 57,5 %. Cette région bien connectée, dispose d'un entrepreneuriat privé

traditionnellement actif avec plus de 7 000 PME employant plus de 50 000 salariés.

La Voïvodine représente environ 26,4 % du PIB national et le marché de l'emploi enregistre les

²¹ Personnes sans diplômes, ayant quitté le système scolaire à 14 ans

meilleurs résultats autour des villes de Novi Sad (57,1% d'activité, 52,9 % d'emploi et 7,4 % au chômage) et Subotica (58,1% d'activité, 53,9 % d'emploi et 7,3% au chômage).

Le Sud du pays, économiquement moins développé et touché par les résultats démographiques plus négatifs, est caractérisé par des taux d'activité et d'emploi bas et un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale. Ainsi, la région de Raška au Sud-Ouest, avec un taux d'activité de 51,2 %, d'emploi de 42,1 % et de chômage de 17,7 %, enregistre les plus faibles résultats de la Serbie. D'autres régions enregistrent également de mauvais résultats (Jagodina au Centre, Bor à l'Est et Zaječar au Sud-Est) enregistrent aussi des résultats plus faibles que la moyenne serbe.

Les politiques publiques visent principalement à répondre aux pénuries de main d'œuvre.

La politique économique (et la politique du marché du travail *stricto sensu*), depuis la crise de 2008, s'oriente vers les investissements directs étrangers, proposant des emplois subventionnés.

Le gouvernement finance des projets de formation, d'innovation et d'infrastructures locales afin d'aider la convergence des régions moins développées, mais ces fonds demeurent limités. Ainsi, en 2024 le Ministère du développement régional équitable dispose d'une enveloppe de 2,7 MEUR, pour des projets locaux destinés à la formation, la réduction du taux de chômage et l'amélioration des infrastructures locales.

L'Union européenne a déjà contribué à hauteur de 5 MEUR dans le cadre d'un programme destiné à la formation et l'adéquation des compétences des chômeurs de longue durée. Une enveloppe de 100 MEUR est également annoncée via un programme opérationnel pluriannuel dédié aux politiques sociales. Ces fonds IPA seront utilisés pour la baisse du chômage et la réintégration au marché de l'emploi, la formation et le logement, sous la tutelle conjointe du Ministère des finances et du Ministère de l'intégration européenne.

Un projet européen de jumelage sur la transposition du chapitre 19 devrait être mis en œuvre et permettra à l'Office national de l'emploi d'accéder à EURES (*European Employment Services*), d'approfondir le dialogue social et d'améliorer les pratiques.

Pour combler les pénuries de main-d'œuvre, en 2023 la Serbie a adopté les amendements à la loi sur l'emploi des étrangers simplifiant les procédures d'obtention des visas de travail et de séjour et a émis environ 52 000 permis de travail aux étrangers (soit une augmentation de 70 % en g.a.), dont 10 000 pour les travailleurs chinois²², 8v000 russes, 5 500 turcs, 3 000 indiens, ainsi qu'aux travailleurs cubains, népalais, bangladais et des pays voisins, notamment macédoniens et albanais, dans le cadre de 'Open Balkan'.

La stratégie pour l'emploi de la Serbie pour la période 2021-2026 prévoit de nouvelles améliorations des indicateurs du marché du travail, à savoir le taux d'activité de la population en âge de travailler à 72,8 %, le taux d'emploi à 66,1% et le taux de chômage à 9,2 %.

²² Les travailleurs chinois sont principalement à Bor (mine d'or et de cuivre), Smederevo (l'aciérie) et Zrenjanin (usine des pneus) où sont situés les entreprises chinoises

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du
Chef du Service Economique Régional.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER des Balkans occidentaux

Rédacteurs : Pierre GRANDJOUAN ; Céline HERICHER ; Branka MARKOVIC ; Julie BOUVRY ; Lucas PETRONIJEVIC.

Abonnez-vous : [Cliquez ici](#)

